

CEPS/INSTEAD - HISTORIQUE

Le CEPS/INSTEAD (Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-économiques / International Network for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development) est issu d'un organisme privé à but non lucratif créé en 1978 par Gaston SCHABER et ses collaborateurs les plus proches (Paul DICKES, Pierre HAUSMAN, Bernard GAILLY, Michel BORN, Andrée KERGER, Michelle BEAUFILS) afin de réaliser des recherches comparatives transnationales sur les phénomènes persistants de pauvreté dans les pays industrialisés, des recherches conduites dans le cadre du premier programme de la Communauté Européenne visant à combattre la pauvreté. Etant donné son développement constant et la multiplication de ses recherches nationales et internationales, le CEPS/INSTEAD est devenu, par la loi luxembourgeoise du 10 Novembre 1989 et sa mise en application par le Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg, un centre de recherche public disposant d'une autonomie scientifique, administrative et financière.

Les missions du centre définies par la loi sont les suivantes :

1. faire et organiser des études ponctuelles et longitudinales de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques ;
2. créer, gérer et exploiter des banques de données scientifiques nationales et internationales comparatives ;
3. développer des instruments d'analyse, de modélisation et de simulation pour des politiques socio-économiques ;
4. développer et améliorer des outils informatiques dans les domaines et matières visés par le présent article ;
5. créer et entretenir des réseaux interrégionaux et internationaux de recherche et d'information en matière de technologies, d'environnement, de développement et de solutions alternatives de développement ;
6. organiser au niveau post-gradué des formations en rapport avec les recherches envisagées.

Le centre est multidisciplinaire et international. Ses chercheurs sont recrutés dans plusieurs pays européens et certains d'entre eux ont acquis préalablement une expérience professionnelle dans des universités britanniques, canadiennes et américaines. Le CEPS/INSTEAD dispose d'économistes, d'économètres, de statisticiens, de sociologues, d'analystes en politiques sociales, de géographes et de psychologues. Les langues de travail pratiquées sont l'anglais et le français.

Le CEPS/INSTEAD produit des micro données et des bases de micro données ainsi que des grilles de comparabilité de séries de micro données complexes issues de différents pays. Il s'engage également dans le développement de réseaux de formations et de recherches. Au cours de la dernière décennie, le CEPS/INSTEAD a préparé sa structure et son personnel afin de créer, dans le cadre de ses missions légales, une « Graduate School » en sciences économiques et sociales ; un objectif atteint par la mise en place d'un consortium universitaire, le « CEPS/INSTEAD related University Consortium ».



44 rue Emile Mark
L-4620 Differdange (Luxembourg)
Tel.: +352 58 58 55 -1
Fax: +352 58 55 60
info@ceps.lu - www.ceps.lu

Structure et fonctions du Centre

Le Centre a 5 unités abordant des domaines, des questions et des problématiques spécifiques et 3 unités transversales venant en appui aux autres unités et contribuant aux missions générales de la structure.

Toutes les unités sont tenues de travailler en interaction autant que possible et quand l'intérêt partagé se présente, et cela en respect des principes de base du Centre :

- 1er principe (géopolitique) : le Ceps en tant que centre de recherche de petite taille enraciné dans un pays peu étendu, a réussi d'abord à survivre puis à se développer grâce à sa capacité à saisir et/ou à générer des opportunités et des ressources transatlantiques et européennes mises à profit et qui en retour furent consolidées par des ressources nationales. C'est pourquoi, il est essentiel pour le Ceps d'avoir le souci constant de préserver les liens et les interactions entre les objectifs et les activités de recherche nationaux (et même locaux), interrégionaux, internationaux et intercontinentaux.
- 2ème principe (conceptuel) : L'objectif du Ceps sur le long terme est de développer un système d'information intégrant d'une manière significative, dans un cadre spatial et sur le long terme, des données démographiques, sociales, économiques et écologiques en interaction, un système élaboré pour réaliser des recherches comparatives et des analyses de politiques conduites.
- 3ème principe (thématique) : les thèmes de recherche sont les conditions de vie (sociales et économiques) des ménages, les conditions de production des entreprises, la performance économique et sociale, la pauvreté et les politiques de réduction de la pauvreté dans les pays développés et en développement, le degré de stabilité des systèmes sociaux complexes, les relations et les interactions intergénérationnelles sur la durée et leurs impacts sur la société et les acteurs en charge des politiques.

LES UNITES VERTICALES

L'unité **PSELL** (Panel Socio-Economique Liewen zu Letzebuerg) est en charge d'une étude longitudinale sur un échantillon représentatif d'individus et de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg. Elle dispose d'un programme de travail destiné à connaître les conditions de vie des ménages. Le premier panel PSELL1 (1985-1994) avait un échantillon de

2 500 ménages. Le panel suivant PSELL 2 (1994-2002) s'adressait à un échantillon plus large (8 200 personnes réparties dans 2 980 ménages) et le panel en cours PSELL 3 (2003-...) utilise un échantillon encore plus important. L'unité est le fournisseur national d'EUROSTAT concernant les études longitudinales sur les ménages et les conditions de vie. Ainsi les données recueillies dans le PSELL 2 ont servi au Panel Européen des Ménages (ECHP) et celles issues du PSELL 3 seront utilisées comme données nationales par EUROSTAT pour la nouvelle Etude sur les Revenus et les Conditions de Vie (SILC).

Le territoire d'analyse de l'unité s'élargit actuellement aux zones périphériques du Grand-Duché à travers la prise en compte des travailleurs transfrontaliers de la Grande Région qui sont embauchés au Luxembourg.

Les principaux points traités par l'unité PSELL sont les suivants : les salaires, les revenus, la pauvreté et la précarité, la consommation et l'endettement, l'emploi et le chômage, le marché du travail, l'éducation et la formation, le logement, la structure familiale, les relations sociales et les réseaux.

Il est intéressant de remarquer que le CEPS/INSTEAD, avant de démarrer en 1985 sa première étude longitudinale sur les individus et les ménages au Luxembourg, avait établi un partenariat avec l'INSEE Lorraine et l'Université de Nancy II (Professeurs Jean-Claude RAY et Paul DICKES), avec l'intention de conduire la même étude au Luxembourg et en Région Lorraine, le modèle pour les 2 projets étant le prestigieux « US Panel Study on Income Dynamics » (PSID), dirigé alors par le Professeur Greg DUNCAN de l'Université Ann Arbor. La collaboration avec les partenaires lorrains s'est maintenue de 1985 à 1990. En fait ce projet commun luxembourgeois et lorrain fut la première entreprise concernant les analyses longitudinales et comparatives sur les conditions de vie des individus et des ménages. Cette réalisation innovante fut un des facteurs incitant en 1990 la Fondation des Sciences Européenne (FSE) à créer le réseau FSE sur le panel des ménages (1990-1993) sous la présidence du Professeur Gaston SCHABER, le secrétariat du projet étant sous la responsabilité de l'Université d'Essex.

L'unité **FIRMES** a conduit de 1983 à 1989 des travaux expérimentaux de collectes de données nationales et de construction de bases de données interrégionales comparables sur les entreprises. Il y a eu ensuite une collecte de données longitudinales pendant 10 ans (ex : l'Etude Dynamique sur les Entreprises Luxembourgeoises - EDEL). Actuellement, l'unité accroît son partenariat pour la collecte et l'analyse de données à l'échelle

nationale avec l'Institut National de Statistiques (STATEC), la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et les Centres de Recherches Publics (CRP).

Les projets majeurs en cours de l'unité FIRMS sont : l'étude « e-commerce » sur l'utilisation des NTIC par les entreprises ; l'élaboration d'indicateurs d'évaluation des politiques nationales dans le domaine « Recherche et Développement » ; une collecte de données publiques et privées comparables, toujours dans la Recherche et le Développement ; le développement d'une méthodologie et d'une collecte de données harmonisées concernant les services aux entreprises ; la 3ème étude communautaire sur l'innovation.

Il est important de noter que les unités PSELL et FIRMES ont pris conjointement les missions de l'ancienne Unité FEE (Formation – Education – Formation) qui était en charge de la collecte, de l'analyse et de la gestion des données concernant la formation professionnelle, l'éducation et l'emploi. Ces projets, repris par les 2 Unités préalablement citées, sont : la formation professionnelle continue dans le cadre d'un contrat ou en partenariat avec le Ministère luxembourgeois de l'Education Nationale, les Instituts Statistiques National (STATEC) et Européen (EUROSTAT), la Direction Générale « Education et Culture » de la Commission Européenne – le chômage dans le cadre d'un contrat ou en partenariat avec les acteurs luxembourgeois suivants : le Ministère de l'Emploi, l'Administration de l'Emploi (l'ADEM), l'Institut Statistique National (STATEC) et l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) – Le Plan National pour l'Emploi (PNE) dans le cadre d'un contrat ou en partenariat avec l'Administration de l'Emploi grand-ducale (l'ADEM) et la Direction Générale « Emploi et Affaires Sociales » de la Commission Européenne.

L'unité **GEODE** (Géographie et Développement) monte un système d'information géographique nécessaire pour le Ceps afin d'approcher les réalités, les changements et les défis rencontrés par le Luxembourg dans un cadre spatial élargi à la Grande Région et dans une perspective de développement durable.

Les tâches de base conduites par l'unité GEODE sont les suivantes : réaliser à la fois des analyses de données spatialisées et des représentations cartographiques à des échelles locale, régionale et interrégionale, concernant la démographie, l'emploi, les ressources humaines, les conditions de vie, l'habitat, la mobilité et l'accessibilité ; définir des indicateurs concernant des thématiques importantes comme les besoins en logement, le confort du logement, la qualité de vie et les systèmes de

mobilité ; développer des outils de veille concernant les interactions entre les initiatives économiques, légales et institutionnelles, les comportements des individus, le territoire et l'environnement naturel ; évaluer les impacts et les réactions relatifs aux processus décisionnels, aux ressources et aux organisations spatiales.

L'unité **EURES** (European Employment Services) fait partie d'un réseau de structures initiées par la Commission Européenne et offrant aux citoyens de l'Union des informations et des conseils relatifs à l'emploi. Ces services s'adressent aux actifs travaillant ou envisageant de travailler au-delà de la frontière (informations concernant les droits et les devoirs dans le pays de travail), aux employeurs envisageant de recruter des salariés résidant à l'étranger ou d'étendre leur activité dans un pays voisin. Ils s'adressent également aux demandeurs d'emploi en leur signalant les offres d'emploi dans d'autres pays et aux étudiants à la recherche d'information sur les possibilités offertes en matière d'études à l'étranger.

L'unité EURES est également un centre de ressource et d'information pour l'EURES « PED » (Pôle Européen de Développement).

L'unité **LCDB** (Longitudinal and Comparative Data Bases) s'occupe de bases de micro données longitudinales et complexes portant avant tout sur les conditions de vie des individus dans un grand nombre de pays. L'unité harmonise des séries de données nationales transmises par plusieurs pays. Elle met ensuite à la disposition de la communauté scientifique les séries harmonisées consultables sur place ou transmissibles à l'extérieur du Centre, mais toujours en respect des règles de confidentialité définies par les lois des pays fournisseurs de données.

Les 2 projets majeurs rattachés à cette unité sont PACO (Panel Comparability) et CHER (Community Household Panels for European Research).

Le projet **PACO** a été développé suite aux travaux conduits par le Réseau FSE sur les Panels Ménages. Ce projet, supporté par la Direction Générale « Recherche » de la Commission Européenne entre 1993 et 1996, a permis d'établir des bases des données comparatives sur les pays suivants : Belgique, Allemagne, France (Région Lorraine), Hongrie, Irlande, Luxembourg, Pologne, Espagne et Royaume Uni.

Le projet PACO est toujours opérationnel au Ceps par le biais de 2 composantes :

Le PACO DATABASE offrant sur CD-ROM, aux membres de la communauté scientifique s'engageant à respecter la confidentialité des données, des fichiers publics comprenant des données standardisées et comparables de 19 pays, regroupées en 75 séries ;

Le PACO ARCHIVE contenant les variables originales, non standardisées, mais dans un même format (fichiers SPSS sur Windows et PC) des 75 séries pour les 19 pays cités précédemment. Ces fichiers ne peuvent être consultés qu'au CEPS/INSTEAD et exclusivement par les chercheurs s'étant engagés sous serment, auprès du tribunal compétent, à respecter la confidentialité des données utilisées. Les données sont disponibles pour la France, l'Allemagne, la Hongrie, le Luxembourg, la Pologne, les Etats-Unis et le Royaume Uni. Les thèmes pouvant donner lieu à des analyses sont les revenus, l'engagement des forces de travail, le logement, l'utilisation du temps, l'éducation...

CHER est un projet issu des travaux riches et originaux du programme PACO. Son objectif est d'offrir des bases de données comparatives intégrant des séries de micro données harmonisées issues de panels nationaux indépendants et du Panel Ménage de la Communauté Européenne. Ces bases doivent être utilisables pour des études longitudinales sur les ménages. Les données proviennent de 14 pays membres de l'Union Européenne ainsi que de la Suisse, de la Pologne, de la Hongrie et des Etats-Unis. La conception des bases de données CHER est établie de telle sorte à ce qu'elles contiennent des variables comparables et structurées sur les ménages et les personnes à un niveau individuel, pour chaque année et longitudinales, l'ensemble de ces variables étant liées à des méta données et des macro données. Les thèmes traités à travers les bases sont les relations familiales, le marché du travail, l'emploi, l'éducation et la formation, la santé, le logement, la stabilité des ménages, les revenus, les dépenses, la subjectivité, les relations sociales. Le coordinateur du projet est le CEPS/INSTEAD (LU) et les principaux partenaires sont le DIW (DE), l'Université d'Essex (UK). Il y a également d'autres acteurs associés au projet. Il s'agit de : l'Université Roma Tor Vergata (IT), le CNRS-LAMAS (FR), l'Université Carlos III (ES), le Centre TARKI (HU), l'Université Wroclaw (PL), l'Université Catholique du Brabant (NL), l'Université d'Anvers (BE), l'EKKE (EL) et le Centre SHP (CH). EUROSTAT est également partenaire du projet de manière contractuelle dans le cadre du « Panel des Ménages de la Communauté Européenne » (EHP).

Il est important de noter que les 5 Unités « verticales » sont connectées à leur base par une structure de cohésion, le laboratoire commun pour la réflexion et la coordination des projets concernant la description des

politiques socio-économiques, l'analyse, la modélisation et l'évaluation.

LES UNITES HORIZONTALES

L'unité **IRISS-C/I** est une infrastructure de recherche intégrée spécialisée dans les sciences socio-économiques.

Il est important de noter que le Panel en Sciences Sociales établi par la Direction Générale XII, « Science et Recherche » de la Commission Européenne, dans le cadre du programme TMR (Training and Mobility of Researchers), a identifié dans son rapport final du 15 Mars 1995, 4 installations présentant les critères définissant les établissements de grande envergure en sciences sociales. Le CEPS/INSTEAD est le premier de ces 4 centres, les 3 autres étant le Service de Données en Sciences Sociales Norvégien de Bergen (le NSD), le Centre d'Archive de Cologne en Allemagne (le ZA) et l'Institut en Recherche Sociale de l'Université d'Essex au Royaume Uni (l'ISR). La première table ronde sur ces infrastructures a été organisée par la Commission Européenne (et plus précisément par M. le Directeur Général Achilleas MITSOS et M. Marco MALACARNE) et animé par le Professeur SCHABER au CEPS/INSTEAD les 15 et 16 Janvier 1998.

L'unité IRISS du Ceps est périodiquement financée par l'Union Européenne dans le cadre du programme « Accès aux Infrastructures Majeures de Recherches ». Dans ce contexte, l'unité accorde à des chercheurs souhaitant mener des études comparatives internationales en sciences économiques et sociales (soit à titre individuel, soit dans le cadre d'un projet collectif) des bourses pour des visites de courte durée au centre de recherche. Ces bourses valables pour des durées allant de 2 à 12 semaines s'adressent à des ressortissants de l'Union Européenne et des pays associés. Les candidats d'autres pays et d'autres continents sont également admis au Ceps pour faire le même type de recherche dans la mesure où le centre ou eux-mêmes sont capables d'assurer les coûts inhérents au voyage, à l'hébergement et à la subsistance. L'unité IRISS fournit un accès libre aux infrastructures de recherche disponibles sur place (bureaux, ordinateurs, réseaux informatiques, centre de documentation, outils de communication) et un accès aux bases de données archivées au centre ainsi qu'à ses réseaux d'archives internationales. Son personnel apporte également une assistance technique et scientifique aux chercheurs en visite. Les thèmes de recherches sont les méthodologies relatives aux études et aux panels de données, les dynamiques en matière de revenus et de pauvreté, les inégalités sociales, ethniques et hommes/femmes, le chômage, la segmentation du marché de l'emploi, l'éducation et la

formation, la protection sociale et les politiques de redistribution, l'impact du vieillissement de la population, les relations intergénérationnelles, le développement régional et les changements structurels.

Les **Réseaux d'Archives et des Bases de Données du Luxembourg** : les bases de micro données socio-économiques que le Ceps établit et gère en coopération avec les pays partenaires fournissant des séries de données, offre à la communauté scientifique l'opportunité fortement requise de mener des études comparatives sur les politiques publiques. Les bases de données sont accessibles aux chercheurs qualifiés ainsi qu'aux étudiants confirmés en visite au centre dans la mesure où l'Article 17 de la loi du CEPS/INSTEAD (en date du 10 Novembre 1989) est respecté et où les conditions de confidentialité et de protection des données sont réunies. Ces recherches doivent être en relation avec les différents programmes nationaux, interrégionaux ou internationaux du Ceps et en particulier dans le cadre de l'unité IRISS et de la « Graduate School » du Centre. Depuis 2001, le C/I travaille à une collecte élargie de bases de données en ajoutant de nouvelles séries de données et en intégrant également les méta informations liées à ces statistiques afin de rendre possibles des recherches comparatives.

Le développement de cette unité est conduit en coopération avec des partenaires de réputation internationale. C'est-à-dire le Service de Données en Sciences Sociales Norvégien de Bergen (le NSD), le Centre Allemand ZUMA de Mannheim, le Centre National en Recherche Sociale britannique et le Centre Henri Quetelet en France. Depuis 2002, le Ceps est membre du CESDA, le Conseil Européen des Archives de Données en Sciences Sociales. Le Ceps est également membre de « The Alliance for the Data Documentation Initiative » (DDI) au ICPSR de l'Université de Michigan à Ann Arbor.

La « **Graduate School** » sur les données et les analyses comparatives des politiques publiques par le Consortium Universitaire rattachée au CEPS/INSTEAD. Cette formation universitaire propose 3 options. La première option, très flexible et individualisée, menant au doctorat, doit être reconnue par les règlements des universités d'origine des étudiants suivant ce cursus. La seconde option est constituée d'une année de formation et d'enseignement intégrale sanctionnée par un MA (Master of Arts) ou un MSc (Master of Science). La troisième option offre une série d'enseignements intensifs et de périodes de formation dans le cadre d'un programme d'études supérieures avec de possibles certifications correspondantes.

Le Master international en Analyses des Politiques Sociales « IMPALLA » organisé par le Luxembourg, l'Université Catholique de Leuven et des Partenaires Associés et sous la direction du Professeur Jos BERGHMAN de l'Université Catholique de Leuven, est la pierre angulaire de cette « Graduate School » ouverte au CEPS/INSTEAD de Differdange le 19 Août 2002.

Ce projet de formation universitaire a été présenté pour la première fois par le Professeur Gaston SCHABER à M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre du Grand-Duché du Luxembourg et à Mme Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre luxembourgeoise de la Culture, de la Formation Supérieure et de la Recherche le 11 Juillet 2000. Ce projet s'est développé dans le cadre légal de la formation supérieure grand-ducale et sur la base de l'article 2.6 de la loi du 10 Novembre 1989 du CEPS/INSTEAD. Un accord de partenariat entre l'Université Catholique de Leuven et le CEPS/INSTEAD a ensuite été soumis aux autorités luxembourgeoises le 30 Avril 2002. L'approbation officielle du master par M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre du Grand-Duché du Luxembourg et par Mme Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre luxembourgeoise de la Culture, de la Formation Supérieure et de la Recherche, a été donnée le 2 Août 2002.

SYNTHESE

Le CEPS/INSTEAD est un producteur majeur de données statistiques comparatives, nationales et internationales. Ces données sont utilisables à des fins scientifiques et pour maintenir une veille sur les thèmes suivants : revenus, familles, conditions de vie et marchés du travail. Des micro données comparatives nationales, interrégionales et internationales sont rassemblées dans les archives du centre. Ces archives disposent également de la documentation nécessaire à la compréhension des données (spécificités techniques, législatives, institutionnelles et informations macro économiques de cadrage). Plusieurs données ont un caractère sensible et elles ne peuvent donc être accessibles qu'en respect de règles strictes de sécurité. Une partie des données est consultable uniquement au centre de recherche qui dispose d'un système de protection. Les relations institutionnelles avec d'autres centres de production et d'archivage de données en sciences sociales sont une garantie pour que les chercheurs venant au Ceps aient accès aux données et aux informations contextuelles les plus récentes. Les chercheurs salariés du centre, les étudiants en visite et les personnes venues de l'extérieur ayant acquis un droit de consultation, utilisent les données afin de mener à bien des recherches ainsi que des projets micro économiques et micro sociaux relatifs à des politiques engagées. Le Ceps a joué un rôle pionnier dans la création de statistiques sur les revenus et la pauvreté. Le Ceps encourage le développement de méthodologies innovantes pour l'analyse de micro données. Il crée de nouveaux instruments d'information utilisables pour des analyses académiques, des politiques de veille et des transferts de technologie. Le Ceps a développé des liens étroits avec de nombreux instituts de recherches à travers l'Union Européenne, l'Europe Centrale et de l'Est, le FSU et l'Amérique du Nord. Son réseau de centres d'études et de chercheurs affiliés à titre individuel est étendu et il se maintient par le biais de projets scientifiques collectifs, internationaux et concernant le développement de bases de données, des projets inscrits notamment dans le cadre de contrats gouvernementaux.

Le Professeur **Gaston SCHABER** (né en 1926)

est le fondateur et le président du CEPS/INSTEAD. Il a été Professeur en Psychologie à l'Université d'Etat de Liège en Belgique (1968-1991), Premier Conseiller auprès du Premier Ministre du Luxembourg (1985-1991) et Docteur Honoris Causa de l'Université de Nancy II en France depuis Novembre 1988. Professeur Chercheur affilié à l'Université Clark du Massachusetts (US) et Professeur Chercheur en visite à l'Université de Florida Atlantic (US), il est depuis 1999, Associé Supérieur du Centre Universitaire des Etudes Internationales de l'Université de Pittsburgh (US). Il prend part activement au développement d'une infrastructure de recherche commune (européenne et transatlantique) en sciences économiques et sociales. Il soutient tout aussi fortement la construction de systèmes d'analyse de la situation en Europe (et au-delà) ainsi que l'intensification de coopérations scientifiques avec des pays de l'Est dans le cadre de programmes tels que ceux portés par l'Union Européenne et la Banque Mondiale. Il développe, avec des collaborateurs de longue date, un consortium universitaire rattaché au CEPS/INSTEAD associant des partenaires européens et d'Amérique du Nord. Ce consortium est en charge de la « Graduate School » sur les Données et les Analyses Comparatives des Politiques Publiques et de l'Observatoire Pilote sur la Réduction de la Pauvreté et les Politiques de Lutte contre la Pauvreté, en coopération avec des partenaires africains.